



Déclaration liminaire de la FSU-CGT
CSA-SD du 16 juin 2026



Madame la Directrice Académique,

La baisse démographique est un prétexte facile pour faire des économies sur le budget de l'éducation nationale. Certes il y a moins d'élèves dans les classes, mais les conditions de travail se dégradent et les enseignants sont en souffrance. De plus, la moyenne des effectifs par classe dans les pays de l'OCDE est toujours plus faible qu'en France. La FSU-CGT réclame donc que cette baisse démographique soit l'occasion d'améliorer les taux d'encadrement et donc les conditions de travail des enseignants-es et des élèves. La précarité augmente dans notre pays, et nos élèves et leurs familles vivent parfois des réalités très difficiles qui percutent l'école de plein fouet. Cette réalité sociologique rend les situations de classes de plus en plus difficiles. Les professeurs tiennent l'école à bout de bras depuis trop longtemps. La baisse du nombre d'élèves serait un des leviers pour améliorer l'école. Toutes les études le montrent, la baisse du nombre d'élèves par classe améliore sensiblement les résultats des élèves. La réponse qu'apportent les Inspections aux situations de crise semble tenir dans une formule magique : protocole. Les équipes croulent sous les demandes administratives et les protocoles imposés par l'inspection ou les réponses très individualisées proposées par l'EMAS sont souvent mal vécues par les équipes.

On donne l'impression de traiter le problème mais on n'en traite pas la cause. Ce ne sont pas de protocoles dont nos collègues ont besoin, mais de moyens : moins d'élèves par classe, des RASED complets, plus de maître-sses que de classes, des ESMS en quantité suffisante pour prendre en charge tous les élèves qui en ont besoin, et des AESH...

Mardi 9 juin, nous nous sommes mobilisé-es pour exiger un véritable statut pour les AESH. Sans ces personnels, l'inclusion est impossible, le gouvernement le sait bien, mais le manque de considération qui leur est accordé est tout simplement indigne. Il faut de toute urgence créer un statut de catégorie B pour toutes les AESH avec le salaire équivalent et une vraie formation. La FSU-CGT dénonce les PIAL depuis leur création. Cette expérimentation qui s'est généralisée sans aucun bilan a été un moyen de gérer la pénurie d'AESH et le nombre grandissant de demandes. La mutualisation à outrance a dégradé considérablement les conditions de travail des AESH, contraintes de suivre de nombreux élèves, et le saupoudrage des prises en charge ne permet pas un accompagnement efficace. Les PAS, nouvelle expérimentation qui se généralise sans bilans et contre l'avis de la Commission Mixte Paritaire paritaire par 2 fois, vont eux aussi modifier

considérablement l'école inclusive et les prise en charge. Nous sommes dubitatifs face à l'efficacité réelle de ces PAS qui nous apparaissent encore comme un dispositif de gestion de la pénurie dans son ensemble, dans le médico-social et l'éducation nationale.

La FSU-CGT réaffirme son opposition à une carte scolaire qui doit rendre 28 postes et qui impose la création de 5 postes PAS. La disparition de postes de remplaçant·es et de postes pour l'école inclusive va dégrader le service public d'éducation dans notre département.

Les premiers résultats du mouvement laissent entrevoir un désintérêt pour la fonction de direction d'école. Nous n'en sommes pas étonné·es. Le temps de décharge n'augmente pas, mais les responsabilités et les missions si ! L'indemnité de direction n'augmente pas, mais les injonctions si !

La pression sur les collègues directeur·rices est de plus en plus forte. Nous entendons de plus en plus de collègues chevronné·es envisager de quitter la fonction pour ne plus avoir à subir le rôle de manager que le ministère voudrait leur faire endosser. Non, les directeur·rices ne sont pas des supérieur·res hiérarchiques, non, ils et elles ne sont pas des managers, non, ils et elles ne sont pas responsables de la formation continue de leurs collègues.

Dans cette carte scolaire, vous avez fait le choix de continuer à dégrader le service public d'éducation dans la ruralité. , la FSU-CGT redit son attachement à l'école rurale. Souvent l'École est le dernier Service Public que l'on trouve dans nos campagnes, faisons en sorte qu'elle soit accessible sur tout le territoire et pour toutes les familles.

La baisse démographique n'est pas une fatalité, elle doit être une opportunité.